



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
2, place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 22 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)

RTE DE RODERN
68750 Bergheim

Références : 0006702033_2025_10_01_RMB_Bergheim_VIPPC
Code AIOT : 0006702033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01 octobre 2025 dans l'établissement RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) implanté RTE DE RODERN 68750 Bergheim. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)
- RTE DE RODERN 68750 Bergheim
- Code AIOT : 0006702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMB exploite une installation de stockage de déchets non dangereux issus de son centre de tri .

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rapport de base	AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 3	Astreinte	
5	VLE Arsenic	Arrêté Préfectoral du 17/06/2015, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réexamen IED	AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 2	Levée de mise en demeure
3	Recherche des causes de dépassement	Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 2	Levée d'astreinte
4	VLE Arsenic	Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 1	Levée d'astreinte
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 4.3.3	Sans objet
7	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence deux non-conformités : un non-respect de mise en demeure (rapport de base ou mémoire justificatif de non-soumission du rapport de base) donnant lieu à une proposition d'astreinte administrative et un non-respect de la valeur limite d'émission en Arsenic dans les lixiviats donnant lieu à une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen IED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : <i>"dans un délai de deux mois, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ainsi que celles des article R. 515-70 II, R. 515-71 -I et R. 515-72 du code précité. Celles-ci imposent que les exploitants des installations relevant de la rubrique 3540 déposent un dossier de réexamen".</i>

Constats :
<p>Lors de la visite du 13 novembre 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas transmis de réexamen IED.</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de transmettre un réexamen IED, notamment les éléments de conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatifs aux installations de stockage de déchets non dangereux par arrêté en date du 28 février 2025 susvisé.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant a transmis, en dernier lieu le 26 septembre 2025, les éléments de justification de conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016, tenant lieu de réexamen IED. Ces éléments permettent de lever la mise en demeure en ce qui concerne l'article 2 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Rapport de base

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base
Prescription contrôlée : <p><i>"dans un délai de deux mois, l'exploitant respecte les dispositions des articles R. 515-59, L. 515-30 et R. 515-81 du code précité, imposant un rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du même code, à défaut, un mémoire justificatif de non-soumission est requis."</i></p>
Constats : <p>Lors de la visite du 13 novembre 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas transmis de rapport de base ou de mémoire justificatif de non-soumission du rapport de base.</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de transmettre un rapport de base ou un mémoire justificatif de non-soumission du rapport de base, par arrêté en date du 28 février 2025 susvisé.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant n'a pas transmis ces documents au jour de l'inspection. Cela constitue un non-respect de la mise en demeure. Le non-respect de la mise en demeure entraîne une proposition de sanction administrative au préfet (astreinte journalière).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Recherche des causes de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des causes
Prescription contrôlée : <p><i>"La société RMB, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 50 €, jusqu'à satisfaction de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 15 janvier 2024 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 pour ses installations implantées à la même adresse."</i></p>

Constats :

L'inspection du 23 novembre 2023 avait relevé que sur les onze dernières analyses trimestrielles s'échelonnant du 12 mars 2021 au 17 août 2023, huit valeurs étaient au-dessus de la valeur limite d'émission pour l'Arsenic, sans qu'aucune analyse des causes n'ait été réalisée par l'exploitant.

L'exploitant avait été mise en demeure de respecter l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 cité ci-après par article 3 de l'arrêté en date du 15 janvier 2024: "*les résultats des mesures sont [...] accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, [...]*".

Lors de l'inspection du 13 novembre 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas analysé l'origine du non-respect de la valeur limite d'émission du paramètre Arsenic dans ses lixiviats.

L'exploitant a ainsi fait l'objet d'une astreinte administrative par arrêté du 28 février 2025 susvisé.

Il est constaté que l'exploitant a transmis en date du 31 juillet 2025 des éléments d'analyse des causes de dépassements, à savoir la réception de déchets ayant pu occasionner une élévation d'Arsenic et dont le flux a été arrêté depuis.

L'exploitant indique par ailleurs en séance avoir mesuré la présence d'Arsenic dans les eaux souterraines (45µg/l en amont du site) et dans les terres à proximité des casiers, sans pour autant trouver d'autres causes ou origine pour les lixiviats.

L'exploitant indique dans le document transmis le 31 juillet 2025 envisager une solution de prétraitement des lixiviats afin de respecter la valeur limite d'émission du paramètre Arsenic.

Il indique en séance rencontrer un fournisseur de solution de prétraitement par filtration lundi 6 octobre 2025 et prévoir un prétraitement effectif pour la fin d'année 2025.

L'exploitant ayant analysé les causes des dépassements et envisager les actions correctives, le retour à la conformité sur ce point est constaté. Il est proposé une liquidation totale de l'astreinte administrative en ce qui concerne l'article 2 de l'arrêté du 28 janvier 2025 avec pour date de liquidation le 31 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 4 : VLE Arsenic

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

"La société RMB, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé route de Rodern à Bergheim, est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 50 €, jusqu'à satisfaction de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 15 janvier 2024 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 4 de l'arrêté du 17 juin 2015 susvisé pour ses installations implantées à la même adresse.

Il est sursis à l'exécution de l'astreinte pendant un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté. Au terme de ce délai :

- si le retour à la normale est constaté, alors l'astreinte n'est plus exigible et ne peut plus être recou-

vrée,

- si les non-conformités perdurent au-delà du délai du sursis, l'astreinte sera liquidée et recouvrée à l'issue de chacun des contrôles effectués jusqu'à retour à la conformité de l'installation, en prenant comme point de départ de la liquidation la notification du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral, à l'issue d'un constat favorable établi par l'inspection de l'environnement (installations classées). Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté."

Constats :

L'inspection du 23 novembre 2023 avait relevé que sur les onze dernières analyses trimestrielles s'échelonnant du 12 mars 2021 au 17 août 2023, huit valeurs étaient au-dessus de la valeur limite d'émission pour l'Arsenic.

L'exploitant avait été mise en demeure de respecter l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015 cité ci-après par article 2 de l'arrêté en date du 15 janvier 2024: "[...] les valeurs limites de rejets en concentration des lixiviats avant toute dilution sont fixées dans le tableau suivant [...] arsenic 0,1mg/l [...]".

Lors de l'inspection du 13 novembre 2024, il avait été constaté que l'exploitant présentait toujours des mesures trimestrielles du paramètre Arsenic de ses lixiviats au-dessus de la valeur limite d'émission.

L'exploitant a ainsi fait l'objet d'une astreinte administrative par arrêté du 28 février 2025 susvisé.

L'exploitant a transmis en date du 31 juillet 2025 les derniers résultats de mesures de trois points du site contenant des lixiaviats: "rejet sortie casier n°3", "Buse", "Bassin de décantation". Le point de mesure "Bassin de décantation" est celui retenu pour le respect de la valeur limite d'émission puisqu'il est au niveau du point de rejet de l'établissement. Il est constaté que la mesure en ces trois points en date du 30 avril 2025 montre des valeurs inférieures à la valeur limite d'émission (<0,01mg/l pour le bassin de décantation).

Le retour à la normale ayant été constaté, il est proposé une liquidation totale de l'astreinte administrative en ce qui concerne l'article 1 de l'arrêté du 28 janvier 2025 avec pour date de liquidation le 30 avril 2025. Cette date se situant dans la période de sursis à exécution de quatre mois, il est proposé de considérer l'astreinte comme non exigible et ne pouvant être recouvrée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 5 : VLE Arsenic

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2015, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la VLE

Prescription contrôlée :

"[...] les valeurs limites de rejets en concentration des lixiviats avant toute dilution sont fixées dans le tableau suivant :

Paramètre	VLE en mg/l
-----------	-------------

[...]	
arsenic	0.1
[...]	

[...]''

Constats :

En lien avec le point de constat n°4, il est constaté que le retour à la conformité constaté le 30 avril 2025 n'était que ponctuel puisque l'exploitant présente des mesures en date du 27 mai 2025 et 18 juin 2025 dans le bassin de décantation respectivement à 0,18mg/l et 0,21mg/l (valeur limite d'émission - VLE - à 0,1mg/l).

Ces mesures ont été faites à l'initiative de l'exploitant puisque l'arrêté préfectoral prévoit une périodicité de mesure trimestrielle pour l'analyse des lixiviats.

L'exploitant indique qu'il est en cours d'étude de mise en place d'un prétraitement sur site (cf. point de constat n°3) afin de respecter de manière pérenne les VLE applicables aux lixiviats.

Toutefois, ces dépassements constituent une non-conformité conduisant à une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

"[...] L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Tous les quatre ans : analyse complète et recherche des paramètres suivants :

PH, potentio d'oxydoréduction, résistivité, NO₂, NO₃, NH₄, Cl, SO₄, PO₄, K, Na, Ca, Mg, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, DBO₅, coliformes fécaux et totaux, streptocoques fécaux et salmonelles

Tous les semestres : recherche des paramètres suivants :

PH, résistivité, potentiel d'oxydoréduction, COT

"

Constats :

L'exploitant a réalisé l'analyse des eaux souterraines pour l'ensemble des paramètres de l'article 4.3.3 susvisés en dernier lieu le 21 novembre 2023.

L'exploitant a réalisé l'analyse des eaux souterraines pour le pH, la résistivité, le potentiel d'oxydo-réduction et le paramètre COT en dernier lieu le 25 mars 2025

Il est constaté que les périodicités indiquées à l'article 4.3.3 sont respectées.
Les résultats montrent une concentration plus forte en amont du site qu'en aval.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles

Prescription contrôlée :

"Seuls les déchets produits par la station de tri du site peuvent être admis.

Les déchets doivent avoir subi au moins un tri ou une extraction :

- des matériaux recyclables,
- de la fraction fermentescible ou biodégradable,
- des produits faisant l'objet d'une élimination dédiée

Les déchets admissibles sont les suivants:

- Les déchets de plastique (19 12 04), de métaux et ferrailles(19 12 02 et 19 12 03) ou de verre (19 12 05)
- Les refus de tri non fermentescibles et peu évolutifs (19 12 12)
- Les déchets provenant du traitement mécanique de déchets et ne contenant pas de substances dangereuses (19 12 12)
- Les objets encombrants d'origine domestique sans composants fermentescibles et évolutifs (20 03 07)
- Les résidus de broyage de biens d'équipement dont la teneur en PCB est inférieure à 50mg/kg. (19 10 04)
- Les déchets de construction et démolition (17 01, 17 02, 17 04)."

Constats :

L'exploitant a indiqué dans son rapport d'activité 2024: "Une baisse du taux de valorisation global, s'expliquant par la demande d'un industriel de mettre certains de ses déchets à l'enfouissement, celui-ci n'ayant plus sa filière de valorisation."

Le point de contrôle a ainsi porté sur ces déchets puisque les déchets mis en installation de stockage de déchets non dangereux doivent avoir subi un tri ou une extraction :

- des matériaux recyclables,
- de la fraction fermentescible ou biodégradable,
- des produits faisant l'objet d'une élimination dédiée.

Il est constaté que ces déchets ont subi des mises en balle par presse sur la station de tri. L'exploitant indique que ces déchets sont multi-composants (plastique, mousse, caoutchouc), que l'industriel n'avait plus de filière de recyclage, que la station de tri associée à l'installation de stockage a contacté ses filières de recyclage mais qu'aucune n'était en mesure de prendre ce type de déchets multi-composants et qu'en conséquence il a été décidé de mettre en installation de stockage ces déchets.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite